

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-013966 relatif au projet **de renouvellement et sécurisation du poste de refoulement des eaux usées à Belz (56)**, déposé par la communauté de communes « Auray Quiberon Terre Atlantique », reçu et considéré complet le 20 février 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 24° b) système d'assainissement situé dans un espace remarquable du littoral » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet, qui vise à renouveler le poste de refoulement récupérant les eaux usées du bassin versant Pont du Sach et des eaux usées de la commune d'Etel, et à sécuriser le transfert de ces effluents vers la station de traitement des eaux usées (STEU) située à Plouharnel :

- démolition du poste de refoulement existant (armoire de commande et ouvrages enterrés) occupant une surface d'environ 50 m², et remise en état par végétalisation du site ;

- implantation d'un nouveau poste de refoulement, rapproché du bassin de stockage de 100 m³ déjà existant, comprenant (1) des travaux de terrassement sur environ 150 m² pour la mise en place de canalisations, d'ouvrages enterrés et la mise en place de l'armoire de commande, et (2) une remise en état paysagère du site après travaux ;

Considérant la localisation de ce projet :

- au niveau de la rue de la Héronnière, sur une parcelle cadastrale située en « zone destinée à la protection délimitant les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables », classée Nds par le plan local d'urbanisme (PLU) de Belz, approuvé le 28 février 2014 ;
- au sein d'un espace remarquable du littoral ;

Considérant que :

- le déplacement du poste de refoulement facilitera la continuité de service en limitant les risques de rejets d'eaux usées dans le milieu naturel ;
- les travaux de terrassement concernent une faible surface, et que les incidences de cette phase (bruit des engins et vibrations lors des compactages des tranchées) seront temporaires ;
- les aménagements affecteront peu la perception paysagère du site ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de renouvellement et sécurisation du poste de refoulement des eaux usées à Belz (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
#signature#